



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux septembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 16 septembre 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5

Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Eric LE FEVRE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

du 22 septembre 2025

M_DL250922_162

TRANSITIONS ECOLOGIQUES - LABEL CLIMAT AIR ÉNERGIE - CANDIDATURE AU DEUXIÈME NIVEAU DE LABELLISATION - ADOPTION DU PLAN D'ACTIONS 2026-2029

Madame Fabienne MALANDAIN, Adjointe au Maire -

Une démarche pour évaluer et valoriser la stratégie climat-air-énergie de la Ville

La ville de Montivilliers agit pour **réduire les émissions de gaz à effet de serre du territoire et adapter la ville** afin de protéger les Montivillonnais face aux risques climatiques présents et à venir, tels que l'augmentation des canicules, l'apparition des phénomènes d'îlots de chaleur urbains, ou encore la recrudescence des inondations auxquelles est fortement exposée la Vallée de la Lézarde.

La Ville a également mis en place une **politique de maîtrise des dépenses énergétiques**, d'une part à travers un Plan de sobriété ayant impliqué l'ensemble des services, d'autre part à travers un effort d'optimisation et de rénovation énergétique du patrimoine, dont le projet de reconstruction performante de l'École Jean de la Fontaine.

Attachée à offrir un cadre de vie apaisant, la ville porte une ambition toute particulière en matière de **protection et de restauration de la biodiversité**, ambition matérialisée notamment par la création du Bois des Naissances en 2021, puis du Parc-jardin de la Sente des Rivières en 2024.

Enfin, déterminée à agir contre toutes les formes de précarité, et notamment la précarité énergétique, la Ville et la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole ont lancé une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH-RU) visant à résorber l'habitat indigne et dégradé dans le centre-ville ancien. Cette opération vient compléter l'action quotidienne du CCAS et du Centre Social Jean Moulin auprès des publics en difficulté, tant sur la question énergétique que sur l'accès à une alimentation de qualité.

Fort de cet engagement, la Ville s'est engagée en 2022 dans la démarche « Territoire Engagée pour la Transition Ecologique » (TETE) pilotée au niveau national par l'ADEME (Agence pour la Transition Écologique).

Déclinaison française du label européen European Energy Award (EEA), cette démarche fédère près de 500 collectivités (communes, intercommunalités et PETR), représentant 50% de la population française.

En participant à ce programme, la ville a souhaité :

- Se fixer des objectifs à la fois ambitieux et réalistes,
- Renforcer la coopération et la transversalité au sein des services,
- Développer la notion d'évaluation et d'amélioration continue.

Le plan d'actions climat-air-énergie 2023/2026

Après une phase d'état des lieux et de co-construction ayant impliqué élus, services mais également quelques partenaires locaux (bailleurs sociaux, associations, CCAS...), le 3 juillet 2023, notre Conseil Municipal a voté un premier Plan d'actions « climat air énergie » décliné en 8 axes stratégiques et 33 actions opérationnelles :

Axe 1 - Renforcer l'exemplarité interne de la collectivité

Axe 2 - Mettre en œuvre une stratégie patrimoniale priorisant la sobriété et la performance énergétique

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Axe 3 - Développer les énergies renouvelables sur le territoire

Axe 4 - Promouvoir un urbanisme gardien des ressources, préservant et restaurant espaces naturels, agricoles et forestiers

Axe 5 - Développer les alternatives aux déplacements motorisés

Axe 6 - Mobiliser société civile et entreprises et les rendre actrices de la démarche

Axe 7 - Mettre en œuvre une stratégie de résilience du territoire

Axe 8 - Initier une démarche d'économie circulaire

Pour construire cette stratégie, la ville s'est appuyée sur les objectifs de sa propre politique climat air énergie, et sur ceux définis à d'autres échelles d'action publique.

Le vote de ce plan d'actions fut également l'occasion, pour le Conseil Municipal, d'entériner plusieurs objectifs concrets, mesurables et réalistes, à l'horizon 2030 tels que :

- La réduction des consommations d'énergies de son patrimoine bâti de 2% par an, permettant d'atteindre une baisse de 15% d'ici 2030 ;
- L'installation de 1500 m² de panneaux photovoltaïques sur des bâtiments communaux, permettant une augmentation importante de la production d'énergies renouvelables ;
- L'autonomie en eau sur l'entretien des espaces publics (arrosage, nettoyage, balayage ...) grâce à la récupération de l'eau de pluie y compris lors de périodes caniculaires ;
- La plantation de 1500 arbres générateurs de la captation du CO2 et permettant la poursuite de la trame forestière, la création d'îlots de fraîcheur en ville, la favorisation de la biodiversité et contribuant à la santé physique et morale des Montivillons

Des objectifs ambitieux et cohérents avec d'autres échelles d'action publique

Au niveau européen, le paquet législatif proposé par la Commission Européenne appelé "Fit for 55" ("paré pour 55") vise à atteindre la neutralité climatique en 2050 et à tenir l'objectif de réduction des émissions gaz à effet de serre de 55% en 2030 par rapport à 1990.

Au niveau national, la loi Énergie et Climat de juillet 2021 à la suite de la Convention citoyenne pour le climat, rappelle l'objectif nécessaire pour respecter la trajectoire fixée par l'Accord de Paris. Concrètement, contenir la hausse de la température mondiale en-dessous de 2°C suppose une "décarbonation" quasi-complète des secteurs du transport, de l'énergie et du bâtiment.

Au niveau intercommunal, la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole a approuvé lors du Conseil communautaire du 13 juin 2024 son Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), engageant les 54 communes du territoire dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Il fixe trois grands objectifs à l'horizon 2040 :

- Réduire les consommations énergétiques du territoire : -24% par rapport à 2019
- Diminuer de 60% les émissions de gaz à effet de serre d'origine énergétique du territoire
- Quadrupler la production d'énergies renouvelables et récupérables

Enfin, au niveau communal, la ville Montivilliers se fixe les objectifs suivants entre 2026 et 2030 :

- Atteindre 35% d'agents formés aux enjeux climat air énergie
- Réduire de 10% la consommation énergétique des bâtiments
- Réduire de 10% la consommation d'eau potable des bâtiments
- Réduire de 5% la surface totale du patrimoine de la Ville
- Réduire de 5% la consommation électrique liée à l'éclairage public
- Multiplier par 2 la production solaire sur le patrimoine
- Multiplier par 2 la puissance solaire installée sur le territoire
- Réduire de 10% la consommation de carburant de la flotte municipale

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécourcs citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecourcs.fr

La demande de label Territoire Engagé Climat-Air-Énergie

Le référentiel Territoire Engagé - Climat-Air-Énergie est structuré en 6 domaines impactant l'énergie (production/consommation), les émissions de gaz à effet de serre et la qualité de l'air :

- la planification territoriale,
- le patrimoine de la collectivité,
- l'approvisionnement énergie, eau et assainissement,
- la mobilité,
- l'organisation interne,
- la coopération et la communication

La commune de Montivilliers est évaluée sur la base de ses compétences propres dans ces 6 domaines.

Territoire Engagé Climat-Air-Energie constitue à la fois un outil opérationnel d'amélioration continue et un moyen de reconnaissance de la qualité de la politique climatique de la collectivité.

Le label est attribué en fonction du niveau de performance de la collectivité. La performance mesurée porte sur les moyens que se donne la collectivité pour atteindre des objectifs énergie-climat : stratégie délibérée, pilotage technique et politique, moyens financiers alloués aux différents domaines, résultats obtenus, etc.

Les niveaux de labels correspondent à des pourcentages de réalisation (rapport entre les actions réalisées et le potentiel d'actions maximum de la collectivité) :

- 1 étoile : en processus
- 2 étoiles : 35% des points (anciennement CAP Cit'ergie)
- 3 étoiles : 50% des points (anciennement Cit'ergie)
- 4 étoiles : 65% des points
- 5 étoiles : 75% des points (anciennement Cit'ergie GOLD)

Progression de la collectivité depuis son engagement dans la démarche en 2022 :

Mai 2022 : Délibération d'engagement dans la démarche TETE et désignation d'une Conseillère Territoire Engagé référencée par l'ADEME.

Été 2022 : Phase de lancement et mise en place du pilotage interne : désignation d'élus référents, d'un directeur de projet, d'une cheffe de projet et de référents Climat au sein des services.

Octobre 2022 - Février 2023 : Phase d'état des lieux ayant permis de définir un score initial de 24,5% d'actions réalisées sur l'ensemble du référentiel « climat air énergie » et d'identifier les marges de manœuvre pour progresser rapidement sous 4 ans.

Printemps 2023 : Phase d'élaboration du premier Plan d'Actions "climat-air-énergie".

Juillet 2023 : Vote du Plan d'actions 2023/2026 par le Conseil Municipal.

Février 2024 : 1ère visite annuelle. La ville présente un score de 29,4% d'actions réalisées.

Avril 2025 : 2ème visite annuelle. La ville présente un score de 39,4% d'actions réalisées, soit une progression suffisante pour présenter une 1ère demande de label (le seuil étant à 35%).

Mai 2025 : COPIL validant le choix de déposer une demande de label niveau « 2 étoiles ».

Automne 2025 : Dépôt de la candidature.

En 2025, compte tenu de la mise en œuvre effective et qualitative du premier plan d'actions, **la progression de la collectivité a dépassé le seuil de 35%** fixé par le référentiel Territoire engagé climat air énergie et se trouve ainsi en capacité de déposer une demande de label niveau « 2 étoiles » auprès de l'ADEME.

Le plan d'actions opérationnel pour les quatre prochaines années, annexé à la présente délibération, constitue l'aboutissement de cette phase d'état des lieux et décrit le plan stratégique mis en place pour atteindre les objectifs fixés à moyen terme.

Ce plan d'actions mis à jour au second semestre 2025 par l'Équipe projet, avec l'aide de la Conseillère Territoire Engagé, a été validé lors d'un bureau municipal qui s'est tenu le 8 septembre 2025.

Il reprend les 8 axes stratégiques définis en 2023 et fixe les nouvelles actions prioritaires à engager pour les 4 prochaines années :

- Sensibiliser et former la collectivité aux enjeux climat air énergie
- Élaborer un Schéma Directeur Immobilier et Énergétique
- Développer l'électricité renouvelable sur le territoire
- Promouvoir la rénovation énergétique du secteur tertiaire
- Encourager la mobilité
- Mobiliser les entreprises
- Réduire les risques inondations

Le plan d'actions comprend notamment les éléments budgétaires, humains, le calendrier de mise en œuvre associé et les indicateurs retenus pour le suivi des actions. Les mesures sont ainsi coordonnées et planifiées à court, moyen et long terme. Elles impliquent le Maire, le Conseil Municipal, l'administration, ainsi que la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, des représentants de la société civile, des professionnels.

La conduite opérationnelle du processus Territoire Engagé Climat-Air-Energie sera réalisée par le(la) chargé(e) de mission transition écologique et énergétique, en collaboration avec les référents Climat présents dans les différents services de la ville de Montivilliers.

Les moyens mis en œuvre par la collectivité pour réaliser son plan d'actions seront suivis annuellement dans le cadre de Territoire Engagé Climat-Air-Energie, ainsi que les résultats obtenus en matière de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques et de baisse de la consommation énergétique, lorsque cela est possible.

La mise à jour consolidée des indicateurs et du plan d'actions sera réalisée par le directeur de projet, le(la) chef(fe) de projet en collaboration avec les référents Climat, ainsi que les partenaires externes en possession des indicateurs correspondants.

Tous les ans, à l'occasion de la visite annuelle de la Conseillère, un comité technique se réunira afin de valider l'atteinte des objectifs fixés et le cas échéant permettre leur révision et faciliter la mise à jour de l'état des lieux. La visite annuelle est aussi l'occasion de suivre un certain nombre d'indicateurs :

- Nombre d'agents et élus formés
- % et m2 de bâtiments classés A ou B
- Puissance solaire PV raccordée ou en autoconsommation (kW)
- Nombre de rénovations énergétiques réalisées secteur tertiaire
- Linéaire de voies cyclables (km)
- Nombre d'écoles engagées dans une démarche en faveur des modes actifs

Un comité de pilotage annuel permettra également de présenter aux élu(e)s l'avancement des actions et de la démarche.

En conséquence, le travail mené en collaboration avec l'ensemble des services permet de proposer au conseil municipal un plan d'actions Climat-Air-Energie couvrant les différents champs de compétences de la collectivité.

Ce plan permet à la collectivité de s'engager dans les objectifs sus-cités et de demander le label « Territoire Engagé Climat Air Energie » 2 étoiles auprès de la Commission Nationale du Label.

Cette délibération confirme également la démarche d'évaluation et confirme le mode de gouvernance du projet.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération en date du 9 mai 2022 portant l'engagement de la Ville de Montivilliers dans la démarche « Territoire Engagé pour la Transition Écologique – Climat Air Énergie ».

VU la délibération en date du 3 juillet 2023 approuvant le premier plan d'actions Climat-Air-Energie de la Ville de Montivilliers

VU le plan d'actions Climat-Air-Energie pour la période 2026-2029 joint en annexe

CONSIDÉRANT

- L'urgence climatique et les enjeux qu'elle représente à l'échelle des collectivités territoriales,
- L'engagement de la Ville pour les transitions écologiques et pour la mise en œuvre d'une stratégie Climat Air Énergie ambitieuse à l'échelle du territoire,

Sa commission municipale n°3 , « Transition Écologique et Vie Quotidienne » réunie le jeudi 18 septembre 2025, consultée.

VU le rapport de Madame **Fabienne MALANDAIN**, Adjointe au Maire en charge de l'Enfance et de la Vie éducative, de la Jeunesse, de l'Environnement et des Transitions écologiques ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

- d'approuver la stratégie Climat-Air-Energie et les objectifs associés,
- d'approuver le plan d'actions Climat-Air-Energie joint en annexe,
- d'autoriser monsieur le Maire à demander le label « Territoire Engagé Climat-Air-Énergie » 2 étoiles,
- d'autoriser Monsieur le Maire à déposer le dossier au nom de Ville de Montivilliers auprès de la Commission Nationale du Label.

Imputation budgétaire

Exercice : de 2026 à 2029

Budget principal 2026 et suivants

Sous-fonction et rubrique : 78

Nature et intitulé : 6042 Achat de prestations de service, 6281 Cotisations, 60623 Réceptions

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

